

POUR UNE POLITIQUE DE CIVILISATION

d'Edgar MORIN

Arléa 2002-2008

Lors d'un Conseil des ministres de mai, le Président Macron a parlé de « processus de décivilisation » suite à une vague d'agressions et de menaces graves. Le terme de décivilisation, hérité des travaux du grand sociologue allemand Norbert Élias, est également évoqué par de nombreux responsables politiques. Les émeutes qui ont suivi la mort d'un adolescent lors d'un contrôle routier interrogent encore plus sur ce processus et la place qu'y prennent plus spécialement les jeunes.

Dans ce contexte que certains n'hésitent pas à qualifier de chaos, il est important de se remémorer les réflexions qu'a faites il y a maintenant bien longtemps un très grand sociologue français, Edgar Morin.

On peut trouver ces réflexions dans plusieurs de ses ouvrages. Nous avons choisi celui qui nous semble particulièrement éclairant sur le sujet de la civilisation et de la place des jeunes : « Pour une politique de civilisation ».

Ce petit livre par ses dimensions mais grand par l'intérêt qu'il suscite comporte, après une introduction, neuf chapitres : les gigantesques défis (1), les maux de civilisation (2), la difficile prise de conscience (3), les résistances collaboratrices (4), politique de civilisation (5), les impératifs d'une politique de civilisation (6), la politique de régénération (7), le nouvel emploi (8), politique de résistance, de restauration éthique et d'espérance (9).

Nous proposons ci-après l'introduction et les deuxième et sixième chapitres.

POUR UNE POLITIQUE DE CIVILISATION

Janvier 2008
ISSN 1270-9204
ISBN 2-86959-580-8
© Mai 2002 - Arléa

Introduction

Ce texte constitue un chapitre extrait d'un livre publié en 1997 sous le titre : *Une politique de civilisation*. Sami Naïr et moi-même en fûmes les auteurs, nous partageant la rédaction des chapitres.

Ce texte est séparable des autres chapitres parce qu'il correspond à un noyau de problèmes déjà envisagés isolément dans un article.

Il traite de problèmes dont nous faisons l'expérience quotidienne, qui concernent notre vécu concret. Il s'agit des déficiences et des carences de notre civilisation, et par-là même, il s'agit de nos besoins et de nos aspirations, qui ne sont pas seulement monétaires.

Il s'agit en somme de régénérer complémentai-
rement la vie sociale, la vie politique et la vie individuelle.

Il y a d'innombrables mouvements régénérateurs dans les campagnes, les quartiers, un peu partout dans le pays, mais ces mouvements sont

isolés, dispersés. Nulle instance politique ne songe à les relier, ni à prendre en charge leur message.

D'où notre idée que la régénération de la vie sociale, de la vie quotidienne, doit entrer dans la politique en même temps que la politique doit entrer en elle.

On voit bien comment, en deux ou trois décennies, l'écologie, qui semblait hors politique, est entrée dans la considération politique et a commencé – insuffisamment – à la transformer. De même, bien des problèmes – mal-être, malaises, insatisfactions –, qui semblent relever seulement des vies individuelles, doivent entrer dans la politique, sans cesser d'être individuels, mais en mobilisant les individus-citoyens pour les traiter.

Civiliser la part barbare de notre civilisation fut une aspiration fondamentale de la République et du socialisme ; le problème se pose en termes nouveaux non seulement parce qu'enrichi de l'expérience des échecs du communisme et des insuffisances de la social-démocratie, mais parce qu'il est posé dans des conditions nouvelles de crise profonde de civilisation.

D'où le texte ci-dessous, qui indique non un programme, ni un projet de société, mais une voie.

Ce texte séparé est en même temps insépa-

nable, pour prendre sens, d'une réforme intellectuelle et d'une refondation politique.

Réforme intellectuelle : nos esprits sont formés selon une conception qui sépare les connaissances, les isole les unes des autres en les compartimentant, privilégie la connaissance fondée sur le calcul – qui ignore le non calculable, c'est-à-dire la vie, la souffrance, l'amour, le bonheur, le malheur – et met la politique à la remorque du calcul économique. On vit dans la fragmentation des problèmes et dans l'au jour le jour, en sorte qu'il est impossible de concevoir les problèmes fondamentaux et les problèmes globaux.

Refondation politique : il s'agit de fonder une « anthropolitique » et une politique planétaire ; je me suis souvent exprimé là-dessus, notamment dans mon *Introduction à une politique de l'homme, Terre Patrie*, et dans le premier chapitre du livre *Une politique de civilisation* : « À la recherche des fondements perdus ».

Un système qui n'a pas en lui les moyens de traiter ses problèmes est condamné soit à la régression, voire à la mort, soit, en se dépassant lui-même, à la métamorphose.

En refusant la régression, en résistant à la mort, œuvrons pour la métamorphose.

Les maux de civilisation

Au sein de la civilisation occidentale, l'élévation du niveau de la vie est gangrenée par l'abaissement de la qualité de la vie.

Le mal-être parasite le bien-être.

Un problème de fond est donc posé par et pour ce qui semblait devoir apporter un progrès généralisé et irréversible de civilisation. Au-delà du malaise dans laquelle, selon Freud, toute civilisation développe en elle les ferments de sa propre destruction, des symptômes spécifiques à la nôtre sont apparus, creusant un nouveau mal de civilisation.

Essayons de voir comment la conjonction des développements urbains, techniques, bureaucratiques, industriels, capitalistes, individualistes rongé de l'intérieur la civilisation que cette même conjonction a produite et épanouie ; comment, en quelque sorte, s'est développé l'envers négatif des bienfaits dont nous continuons à jouir.

Les maux de notre civilisation sont ceux qu'ont fait effectivement apparaître l'envers de l'individualisation, de la technicisation, de la monétarisation, du développement, du bien-être.

Ainsi *la technique* est ce qui permet aux humains d'asservir les énergies naturelles. Mais c'est aussi ce qui permet d'asservir les humains à la logique déterministe, mécaniste, spécialisée, chronométrée de la machine artificielle. Elle impose, dans des secteurs de plus en plus étendus de la vie humaine, cette logique de la machine artificielle, et elle substitue la coexistence anonyme aux communications de personne à personne. La logique de la machine industrielle dans les entreprises, les bureaux, la vie urbaine, les loisirs impose des critères standardisés et impersonnels qui nuisent aux convivialités.

L'essor des nouvelles techniques, notamment informatiques, provoque perturbations économiques et chômage, alors qu'il pourrait devenir libérateur, à condition d'accompagner la mutation technique par une mutation sociale. La logique de la machine artificielle, qui a déjà supprimé les concierges, les sergents de quartier, les préposés aux gares, aux trains, aux métros, aux péages d'autoroute, aux parkings, tend à faire de la vie sociale une gigantesque machine automatique.

Le développement *industriel* apporte l'élévation des niveaux de vie en produisant en masse, et à des prix de plus en plus accessibles, ses produits d'usage et de consommation. Mais ce développement, qui semblait providentiel à la fin du siècle passé, fait désormais peser deux menaces sur les sociétés et les êtres humains : l'une, extérieure, vient de la dégradation écologique des milieux de vie ; l'autre, intérieure, vient de la dégradation des qualités de vie.

De plus, la course à la croissance dans le cadre élargi de l'économie mondialisée s'effectue au prix du sacrifice de tout ce qui n'obéit pas à la logique de la compétition.

Le développement capitaliste a entraîné le développement des productions, des échanges, des communications, mais il a entraîné la marchandisation généralisée, y compris là où régnaient les entraides, les solidarités, les biens communs non monétaires, détruisant ainsi de nombreux tissus de convivialité. Le marché privilégie en toutes occasions le calcul d'intérêt et désolidarise d'autant. L'envers de la monétarisation, c'est la nécessité de sommes croissantes d'argent pour seulement survivre, et le rétrécissement de la part du service gratuit, du don, c'est-à-dire de l'amitié et de la fraternité.

Les développements économiques et étatiques ont suscité et favorisé la formation d'énormes machineries technobureaucratiques

qui, d'une part, dominant et écrasent tout ce qui est individuel, singulier, concret, et d'autre part produisent de l'irresponsabilité. L'affaire du sang contaminé est un cas exemplaire où se concentrent les carences et méfaits d'une organisation techno-bureaucratique-scientifique où, de plus, le sang devient une marchandise soumise à la rentabilité économique.

Le développement urbain n'a pas apporté seulement épanouissements individuels, libertés et loisirs, mais aussi la perte des anciennes solidarités et la servitude de contraintes organisationnelles pesant sur la vie quotidienne (métro-boulot-dodo). La cité, unité organique pour les citoyens, devient la ville, milieu de vie pour citadins, et la ville devient l'agglomération, ensemble informe pour populations.

Le tissu urbain se disloque, et la ville subit de plus en plus les dommages de l'anonymisation. Les immenses villes-bureaux, les banlieues-dortoirs s'étendent, au détriment des quartiers. Aux lieux de rencontre entre citoyens (bistrot, petits commerces, squares), succèdent les non-lieux de passage des usagers. Après la disparition des fontaines, des lavoirs, des chevaux, il y eut le dépérissement des quartiers, la compartimentation dans les grands ensembles, la hâte, le stress. Les concierges disparaissent, remplacés, dans les grands ensembles immobiliers seulement, par des gardiens. Les *cerbères* remplacent

les *pipelettes*. Le petit commerce de proximité disparaît lentement, sauvé seulement, ici et là à Paris, par des Nord-Africains. Le surgelé et les grandes surfaces, plus le télé-achat, diminuent les occasions d'échanges dans les rues commerçantes et détruisent les relations de confiance entre fournisseurs et clients, ainsi que les menus propos et petits potins de quartier. « L'essence communautaire de la ville est en passe d'être mentalement rayée de la pensée et de la sensibilité humaine », dit Michel de Sablet¹. À cela, s'ajoute l'asphyxie par la circulation automobile qui elle-même contribue à l'étouffement de la sociabilité, à l'irritabilité des esprits et des poumons.

L'individualisation est à la fois cause et effet des autonomies, libertés et responsabilités personnelles, mais elle a pour envers la dégradation des anciennes solidarités, l'atomisation des personnes, l'affaiblissement du sens de la responsabilité envers autrui, l'égoïsme et, tendanciellement, ce qu'on a pu appeler la *métastase de l'ego*.

Levine parle de la *déliasion* entre famille et école, parents et enfants (le nourrisson d'abord couvé, puis placé à la crèche), la *déliasion* entre les savoirs, la perte du dialogue avec soi-même, le déverrouillage du *ça*, la disjonction *surmoi-*

1. *Des Espaces urbains*, Le Moniteur, Paris, 1991.

moi-ça. Il y a crise dans la relation fondamentale entre l'individu et sa société, l'individu et sa famille, l'individu et lui-même.

La grande famille s'est désintégrée au profit du couple-*nucleus* à un/deux enfants, les solidarités de village ou de voisinage se sont effritées, les solidarités régionales sont très affaiblies, la solidarité nationale, qui a toujours eu besoin de la menace vitale de l'ennemi « héréditaire », s'est endormie, la protection mutuelle est laissée entre les mains des administrations nationales, déchargeant chacun de toute responsabilité ou initiative.

La dissolution des solidarités traditionnelles n'a pas suscité pour autant la formation de nouvelles solidarités autres que bureaucratiques. Certes l'État assume de plus en plus des fonctions de solidarité, mais de façon anonyme, impersonnelle, tardive. Il est devenu, selon l'expression d'Octavio Paz, un « ogre philanthropique ». L'État assistantiel est de plus en plus indispensable et contribue à la dégradation de solidarités concrètes, sans pour autant répondre aux problèmes de plus en plus criants de la solidarité sociale.

Certes le cocon de la famille nucléaire tend à se refermer de façon protectrice, mais il est également en crise avec la fragilité du mariage, l'errance des amours. Aussi s'accroissent et

s'aggravent les solitudes dans toutes les classes de la société, plus affreuses là où il y a pauvreté.

Le mal-être du bien-être

Aussi un mal-être se développe avec le bien-être. Comme le fait remarquer Philippe Saint-Marc, le pouvoir d'achat a triplé de 1960 à 1990, mais cette réussite économique spectaculaire est humainement chèrement payée. René Lenoir évoque « l'effondrement du comportement d'un grand nombre de personnes, que traduit la consommation effrénée de psychotropes et antidépresseurs (multiplication par six en vingt-cinq ans), et l'accroissement des soins en psychiatrie (huit cent mille personnes) ». De 1962 à nos jours, il y a eu multiplication par trois du nombre des suicides et des hospitalisations psychiatriques, et par six de la consommation de tranquillisants. Le total des dépenses « courantes » de santé est passé, de 1980 à 1991, de deux cent vingt-sept milliards à six cent quarante-cinq milliards. Et la France, pays du bien-vivre, est devenu le pays du mal-dormir, où se consomme le plus de tranquillisants.

La plupart des maladies ont trois entrées : somatique, psychique, et une troisième qui est sociale et civilisationnelle. La preuve du caractère socio-psycho-somatique de bien des maux

a été fournie au cours de la première quinzaine de mai 68, quand les cabinets de psychothérapeutes, psychanalystes, généralistes, gourous se sont brusquement vidés, dans l'euphorie généralisée, la paralysie de l'ordre social, la communication joyeuse entre chacun et tous, jusqu'à ce que, avec le rétablissement de l'ordre, réapparaissent les ulcères d'estomac, maux de tête, insomnies, nausées, déprimés. Comme le dit *Time Magazine* (24 juin 1996), soixante à quatre-vingt-dix pour cent des consultations chez le docteur relèvent des interactions *mind-body* (psychosomatiques). Le stress et le genre de vie dans nos civilisations jouent un rôle dans les maux chroniques – comme les tensions sanguines élevées, lumbagos, sciatiques, arthritisme, dépressions –, et les maladies aiguës devenues chroniques – comme le cancer et le sida. La *high tech médecine*, tout en accomplissant d'admirables réussites (greffes du foie, des reins, du cœur, réparation des blessures de guerre ou d'accident, refoulement de nombreuses maladies infectieuses), souffre et fait souffrir d'hyperspécialisation les patients dont on considère les organes séparément de leur organisme, et leur organisme séparément de leur être global, à la fois biologique, psychique et social. Aussi, bien des maux considérés comme purement privés, et contre lesquels chacun lutte de façon privée, sont-ils des indicateurs du mal-être d'une civi-

lisation, et ils doivent ouvrir une problématique politique dans une politique de civilisation.

Bien des problèmes existentiels naissent sur un tuf de civilisation, comme le sentiment d'un divorce entre l'âme et le corps, la perte du contrôle de son propre corps. Il est frappant qu'une enquête sur les vœux des Américains pour l'année 96 indique que nombreux sont ceux qui souhaitent « maigrir », révélant ainsi que leur corps échappe désormais à toute régulation mentale. Le recours aux diverses gymnastiques, joggings, aérobics, l'appel aux yogis, psychanalystes, psychothérapeutes traduisent un manque, un besoin de trouver une conciliation et une harmonie entre l'être psychique et l'être physique.

Le mal-être général est diffus, intermittent, diversement vécu. Mais les problèmes de la jeunesse et de la vieillesse le révèlent sous une forme intensifiée. Prenons en exemple le mal des banlieues, qui est localisé topographiquement, sociologiquement et générationnellement – il touche surtout les adolescents. Il se développe sans doute dans une sorte d'univers extérieur à l'univers dit normal, et demande des solutions spécifiques, locales... Cependant, ce que vit l'adolescent des banlieues constitue l'expression locale et périphérique du mal général et diffus. Il faudrait voir le mal des banlieues comme un indicateur paroxystique d'un mal beaucoup plus

général. La désintégration de la famille y est portée à l'extrême, et seule la bande ou le gang rétablissent une solidarité ailleurs brisée. La *déliaison* entre le moi, le ça et le surmoi y est devenue *disjonction*. L'adolescent est le maillon faible de la société : il sort du cocon de l'enfance, il aspire à la pleine existence, il n'est pas encore intégré dans le monde adulte du travail, et en lui fermentent aspirations, révoltes, angoisses : la croissance des tentatives de suicide, de l'usage des drogues, des troubles alimentaires est un signe de détresse¹. L'adolescence est le maillon où les faiblesses de l'ensemble de la chaîne sociale atteignent leur point de rupture. Ainsi les problèmes périphériques ont une signification centrale. L'adolescent porte en lui, d'une façon intensifiée, les problèmes de notre civilisation.

Si la révolte de la jeunesse, en mai 68, a cru trouver la réponse à ses maux, c'est qu'elle a trouvé foi dans les promesses d'une autre vie, d'un autre monde, d'une autre société, que lui faisaient maoïstes, trotskistes et autres. Or aujourd'hui, les promesses révolutionnaires se sont effondrées, et l'espoir a disparu de la société. L'incertitude, l'angoisse peuvent devenir des maux insupportables dans un monde sans

1. Cf. Xavier Pommereau, *L'Adolescent suicidaire*, Dunod, Paris, 1996.

futur, où les individus sont atomisés. L'héroïne que s'injecte l'adolescent « paumé » est la réponse exaspérée à l'angoisse que l'adulte calme par le somnifère.

À l'autre bout de la chaîne des âges, la vieillesse subit plus fortement la solitude : le cas de Georges, si extrême soit-il, a valeur de symbole.

Au début d'août 1995, on a découvert son cadavre dans son appartement, au 5 de la rue Dampierre – immeuble banal entre un « Couscous-Grillade » et un cordonnier, dans une petite rue du XIX^e arrondissement qui donne sur le canal de la Gironde. Georges, qui avait soixante-quatre ans, était habillé et allongé au pied de son lit, mort, tout seul, depuis cinq ans. Depuis 1989, la gardienne disait que Georges était à l'hôpital où il soignait un cancer. Mais Georges avait disparu de l'hôpital, et, sans que ni l'hôpital ni son immeuble ne s'en rende compte, il avait regagné son appartement. Deux ans de suite, les impôts l'ont relancé par lettre recommandée, sans insister puisqu'il n'était plus imposable en 1989. Sa ligne téléphonique a été coupée fin 89 et l'électricité en janvier 90. La régie immobilière de la ville de Paris, propriétaire de l'immeuble, a continué à prélever automatiquement les mille cinq cents francs de son loyer sur son compte où dormait une pension d'invalidité annuelle. On ne sait qui a alerté les pompiers (plus à cause de l'odeur que de

l'absence), lesquels, saisis par la peste, ont ouvert la fenêtre et emporté le corps. Celui-ci a été autopsié, puis enterré dans l'ex-fosse commune du cimetière de Thiais. Personne n'a déclaré le décès à la mairie, et Georges demeure ignoré mort comme il le fut, vivant, à la fin de sa vie. La seule trace qui reste de lui est sa boîte aux lettres, toujours remplie de prospectus. Voilà comment, dans notre monde urbain, ne reste plus que la machinerie anonyme des bureaux, dans laquelle disparaît toute existence humaine. La réalité est capable de dépasser Kafka et Beckett.

On peut supposer que l'inconscient collectif ressent obscurément la grande menace sur l'identité, le déracinement à l'égard d'un passé perdu et l'insécurité du futur inconnu, la dégradation des qualités de vie. Et, pour beaucoup – ceux qui vivent dans les quartiers dangereux, craignent l'agression dans les transports publics ou le cambriolage chez eux –, l'insécurité de la vie quotidienne devient la fixation concrète de cette menace obscure, alors que l'angoisse de l'insécurité a des sources beaucoup plus profondes et larges.

La conjonction de l'égoïsme – qui réduit l'horizon à son intérêt personnel –, de la spécialisation – qui dissout l'intelligence de ce qui est global – et de la compartimentation dans le travail techno-bureaucraté détermine l'affaiblisse-

ment du sens de la solidarité, lequel détermine l'affaiblissement du sens de la responsabilité.

La déresponsabilité favorise l'égoïsme, lequel, dans la perte de la responsabilité et de la solidarité, conduit à la *démoralité* (dégradation du sens moral). La déresponsabilité et la démoralité favorisent la propagation de l'irresponsabilité et de l'immoralité.

Le progrès admirable des connaissances s'accompagne d'une régression de la connaissance par la domination de la pensée parcellaire et compartimentée au détriment de toute vision d'ensemble.

Ainsi les développements de notre civilisation conduisent-ils à un nouveau sous-développement intellectuel, à un nouveau sous-développement affectif – les êtres n'arrivent pas à trouver la réponse à leur besoin de communication humaine, d'amour, de communauté –, et à un nouveau sous-développement moral dans la dégradation de la responsabilité et de la solidarité.

Enfin, l'épanouissement démocratique, propre aux nations développées d'Europe occidentale d'après la Seconde Guerre mondiale, s'accompagne de régressions démocratiques : dépossession des citoyens par les experts et les techniciens, crise des « idéologies » – en fait des idéaux et projets –, dégradation du civisme sous

l'effet des dégradations de la solidarité et de la responsabilité.

Le problème de notre civilisation est d'une extrême complexité, d'une part parce que cette civilisation comporte en même temps des traits exceptionnellement positifs et des traits exceptionnellement négatifs¹, dont on ne peut prédire lesquels deviendront dominants, d'autre part parce qu'elle constitue un ensemble interrelationné en boucle, où chaque élément est à la fois produit et producteur, cause et effet, et où l'on ne peut isoler un déterminant « en dernière instance », qui permettrait à un maître-mot de tout expliquer et, par-là, de trouver aisément une solution simple.

Ainsi ce qui est en cause est beaucoup plus

1. L'automobile est au carrefour des vertus et des vices de notre civilisation. Produit typique de l'industrie, de la technique, du capitalisme, elle offre à chacun une autonomie dans l'espace, le cocon sécuritaire de la conduite intérieure, l'ivresse d'une puissance formidable que déclenche un léger mouvement de pied sur l'accélérateur. Elle est à la fois extrêmement utile et extrêmement ludique et constitue le grand jouet pour adulte de notre civilisation, ainsi que la plus belle conquête technique de l'individualisme. Et, en même temps, dans les conditions urbaines surtout, l'excès de circulation suscite l'agressivité, les embouteillages de plus en plus fréquents allant jusqu'à la saturation, un stress permanent et des émanations polluantes qui altèrent la santé des urbains.

que notre idée de modernité¹ : c'est à la fois notre idée de civilisation et notre idée de développement.

1. C'est pourquoi nous ne nous arrêtons pas, en dépit de sa pertinence partielle sur l'opposition moderne/postmoderne, car le problème est beaucoup plus radical et complexe que celui de l'épuisement de la modernité.

nous ne devons oublier ni leur singularité, ni leur généralité : les problèmes fondamentaux de civilisation qui affectent la France sont aussi ceux de l'Europe et, plus largement, ce sont les problèmes qui, dans le monde, se trouvent posés partout où il y a eu « développement » – c'est-à-dire développement de notre civilisation –, et ils se poseront tôt ou tard partout où on est « en cours de développement ».

Les impératifs d'une politique de civilisation

Nous pouvons maintenant formuler les impératifs d'une politique de civilisation :

- Solidariser (contre l'atomisation et la compartimentation) ;
- Ressourcer (contre l'anonymisation) ;
- Convivialiser (contre la dégradation de la qualité de vie) ;
- Moraliser (contre l'irresponsabilité et l'égo-centrisme).

Une politique de solidarité

Tout d'abord, la prise de conscience du problème de la solidarité conduit à la volonté de sortir ce problème des bas-fonds infrapolitiques où il est refoulé, et d'en faire un problème politique central.

La solidarité anonyme de l'État-providence,

avec ses sécurités et assurances de tous ordres, est insuffisante. Il y a un besoin de solidarité concrète et vécue, de personne à personne, de groupes à personne, de personne à groupes. Il y a en chacun et en tous un potentiel de solidarité qui se révèle dans des circonstances exceptionnelles, et il y a chez une minorité une pulsion altruiste permanente. Il ne s'agit donc pas de promulguer la solidarité, mais de libérer la force inemployée des bonnes volontés et de favoriser les actions de solidarité.

Comme le disait Vaclav Havel : « Je ne cesse d'avoir de nouvelles preuves qu'un grand potentiel de bonne volonté sommeille en nous. Celle-ci n'est qu'atomisée, intimidée, piégée, paralysée et désemparée... Dans cette situation il est du devoir des hommes politiques de ramener à la vie ce potentiel timide et sommeillant, de lui proposer une voie, de lui frayer un passage, de lui redonner assurance, possibilité de se réaliser. »

J'ai suggéré d'expérimenter des « maisons de solidarité », qui pourraient être généralisées dans villes et quartiers¹ ; elles comporteraient un

1. Il y a dans nos sociétés environ dix pour cent de la population qui ressent la pulsion militante du dévouement à autrui. Quelques-uns de ces dévoués ont perdu leur cause en perdant leur foi dans la révolution ; d'autres ont échoué dans leurs tentatives de convivialité/communauté à l'échelle des grands ensembles, villes nouvelles, etc. Cette minorité serait

Crisis Center, centre d'accueil pour les besoins moraux urgents, et un corps de volontaires et professionnels, disponibles en permanence pour tous besoins autres que ceux du Samu ou de Police secours. Dans cette logique, on pourrait

d'autant plus disponible pour des actions solidaires concrètes qu'elle a pris conscience des erreurs ou mensonges des anciennes militances. De plus, il y a des sources inattendues de solidarité. On a pu le constater il y a quelques années dans les villes les plus violentes et atomisées des États-Unis : c'est spontanément que se sont constituées des cohortes d'« anges », adolescents s'unissant non dans des gangs, mais dans des groupements de secours aux agressés, aux démunis et aux malheureux. Il y a donc un vivier riche de bonnes volontés dans la société civile ; il s'agirait de favoriser leur éveil là où elles dorment, de contribuer à leur développement là où elles apparaissent. Il existe déjà, sur le mode public, subventionné ou privé (comme SOS-Amitié), des services solidaristes multiples et multiformes, qu'il serait très possible de regrouper et de développer en un lieu qui serait propre à la solidarité. Dès lors, on pourrait envisager l'institution, dans les grandes villes de France, de maisons de la Solidarité, où seraient localisés pour un secteur précis tous les services publics et privés d'aide existants, où seraient créés de nouveaux services, comme à l'image des *Crisis Centers* californiens, voués à sauver du naufrage les victimes d'overdose, non seulement de drogue, mais de malheur quel qu'il soit, initiatives bénévoles auxquelles collaboreraient médecins, infirmiers, ex-drogueés. De telles maisons seraient dotées de dispositifs d'alerte qui, loin de se substituer aux services hospitaliers ou policiers, les stimuleraient dans les urgences. Ce seraient des lieux d'initiatives et de médiations, d'information et de mobilisation permanente. Sur la « politique de solidarité », voir *Un nouveau commencement*, par E. Morin, G. Bocchi, M. Ceruti, Seuil, 1991, pp. 196-199.

disposer d'agents solidaristes dans chaque administration, en tous lieux stratégiques.

En même temps, on pourrait favoriser une « économie solidaire », qui prolongerait sous de nouvelles formes l'économie mutualiste : initiatives s'appuyant sur des solidarités locales ou, à l'inverse, suscitant ces solidarités ; formation de coopératives et d'associations sans but lucratif pour assurer des services sociaux de proximité.

On peut envisager de prolonger ce qui a été commencé spontanément par des soldats français de la Forpronu à Sarajevo, en transformant progressivement le service militaire en service civil d'assistance-solidarité aux malheurs intérieurs et extérieurs (Europe, Afrique).

Une société ne peut progresser en complexité que si elle progresse en solidarité : en effet, la complexité croissante comporte des libertés croissantes, des possibilités d'initiative accrues, des possibilités aussi bien fécondes que destructrices et génératrices de désordre. L'extrême désordre cesse d'être fécond. Il devient même principalement destructeur, et l'extrême complexité se dégrade alors en désintégration du tout en éléments disjoints. Le retour des contraintes peut évidemment maintenir la cohésion de l'ensemble, mais au détriment de la complexité ; la seule solution intégratrice favorable à la complexité est le développement de la solidarité véri-

table, non pas imposée, mais intérieurement ressentie et vécue comme fraternité. La formule de Solidarnosc vaut dans ce sens : « Pas de liberté sans solidarité ».

Une politique de qualité de la vie

La qualité de la vie se traduit par du bien-être dans le sens existentiel et non seulement dans le sens matériel. Elle implique la qualité des communications avec autrui, et des participations affectives et affectueuses. Bien entendu, la politique ne peut créer ce qui est vécu et senti existentiellement. Il faut même cesser de croire que le but de la politique soit le bonheur – idée formulée dans la constitution des États-Unis et reprise par Saint-Just. Elle peut et doit éliminer les causes publiques de malheur (guerre, famine, persécutions), mais ne peut créer le bonheur.

La politique de civilisation ne peut créer la qualité de la vie, mais elle doit agir sur ses aspects sociaux et civilisationnels. Elle doit viser à aider, prolonger, approfondir la résistance spontanée de « la société civile » pour la qualité de la vie. La qualité de la vie a plusieurs entrées. L'une, écologique, est désormais reconnue ; l'autre, conviviale, a été posée il y a plus de trente ans par Illitch, mais son message a été oublié. La politique écologique est une composante de la

politique de convivialité, mais elle n'en est pas le tout. La convivialité comprend les cordialités de personne à personne, le partage et la participation aux jouissances, plaisirs et souffrances d'autrui – voisin, proche, visiteur. La lutte contre l'atomisation, l'anonymisation, la techno-bureaucratization est en elle-même lutte pour l'instauration ou la restauration de la convivialité.

Mieux : il faut restituer la vertu de sa source surréaliste à l'expression « changer la vie ». Vouloir changer la vie, ce n'est pas seulement permettre à la vie de résister à l'asphyxie des contraintes, solitudes et servitudes, c'est aussi permettre à la vie d'exprimer ses qualités poétiques en empêchant l'envahissement gris de la prose. Hölderlin disait que l'homme habite poétiquement la Terre. Il faut complexifier sa parole et dire : prosaïquement et poétiquement l'homme habite la Terre. La vie humaine est tissée de prose et de poésie. La vie prosaïque est faite de tâches pratiques, utilitaires, techniques, rationnelles, empiriques. La poésie – définie anthropologiquement et non plus seulement littérairement – est une façon de vivre dans la participation, l'amour, la jouissance, la ferveur, l'admiration, la communion, l'exaltation, le rite, la fête, l'ivresse, la danse, le chant, la musique, la liesse, et elle culmine en extase. L'état poé-

tique est l'état « second », qui existentiellement est toujours premier.

L'état prosaïque et l'état poétique sont nos deux polarités, nécessaires l'une à l'autre : s'il n'y avait pas de prose, il n'y aurait pas de poésie. L'un nous met en situation utilitaire et fonctionnelle, et sa finalité est utilitaire et fonctionnelle. L'autre peut être lié à des finalités amoureuses ou fraternelles, mais il a aussi sa finalité propre en soi-même. Vivre poétiquement, c'est vivre pour vivre. Il est vain de rêver d'un état poétique permanent, lequel, du reste, s'affadirait de lui-même, et risquerait de ressusciter d'une autre façon les illusions du salut terrestre. Nous sommes voués à la complémentarité et à l'alternance poésie/prose.

Nous avons vitalement besoin de prose, puisque les activités prosaïques nous font survivre. Mais aujourd'hui, sur Terre, les humains passent la plus grande partie de leur temps soit à survivre, soit à vivre de façon machinale. En cette fin de millénaire, l'hyperprose a progressé, avec l'invasion de la logique de la machine artificielle sur tous les secteurs de la vie, l'hypertrophie du monde techno-bureaucratique, les débordements du temps, à la fois chronométrisé, surchargé et stressé, aux dépens du temps naturel de chacun. La trahison et l'effondrement de l'espoir poétique de la Révolution ont répandu une grande nappe de prose sur le

monde. Tandis qu'un peu partout, sur les ruines de la promesse poétique de changer la vie, les ressourcements ethniques et religieux s'efforcent de régénérer les poésies de la participation communautaire, la prose de l'éconocratisme et du technocratisme triomphe dans le monde occidental ; pour un temps, sans doute, mais c'est le temps de notre présent.

Dans ces conditions, l'invasion de l'hyperprose nécessite une contre-offensive puissante de poésie, qui elle-même irait de pair avec la renaissance fraternelle. Or, si elle ne doit plus assumer le rêve d'éliminer la prose du monde en réalisant le bonheur sur Terre, la politique ne doit pas s'enfermer dans la prosaïté. C'est dire que la politique n'a pas pour seule visée la « société industrielle évoluée », la « société post-industrielle » ou le « progrès technique ». La politique de civilisation nécessite la pleine conscience des besoins poétiques de l'être humain.

La « vraie vie est absente » là où il n'y a plus que prose. La notion de travail correspond à la prosaïsation des occupations productrices. La notion de travail devrait dépérir au profit de la notion d'activité, laquelle combine l'intérêt, l'engagement subjectif, la passion, voire la créativité, c'est-à-dire la qualité poétique : ainsi les activités politiques, culturelles, artistiques, solidaires ont toutes une dimension poétique. Étant

donné que les robots et ordinateurs chassent les emplois humains, que les nouvelles technologies créent moins d'emplois qu'elles n'en détruisent, la révolution technologique en cours doit inciter à la réduction continue du travail au profit d'activités civiques, d'activités culturelles, de la vie personnelle. L'abaissement de la durée de travail à trente heures permettrait de reconstituer une vie familiale et une vie privée. La diminution du travail mécanisé, parcellaire, chronométrisé au profit d'activités responsables et ingénieuses, apparaîtra de plus en plus nécessaire au cours du développement d'une politique de civilisation, mais elle nécessitera une révolution dans la logique qui gouverne nos sociétés, et cette révolution ne peut se faire dans un seul pays. Elle concerne l'ensemble des pays techniquement développés, et ce serait à l'Union européenne d'en prendre l'initiative... De toute façon, la politique de civilisation doit inscrire dans sa perspective historique la transformation du travail en activité, en même temps que la diminution de l'activisme. Elle introduirait dans la vie une part de *farniente* (la « paresse » au sens de Lafargue) et de méditation.

Ressourcer, réennraciner

L'homogénéisation, la standardisation, l'ano-

nymisation tendent à détruire les diversités culturelles et à faire perdre les racines. La crise du progrès et la crise du futur, les incertitudes du lendemain tendent à réduire le vivre à un *au jour le jour* angoissé. Le présent n'est plus nourri par le futur. Il y a un besoin de ressourcement, de réenracinement, qu'il faut comprendre. Le ressourcement identitaire est la tendance mondiale généralisée de la crise de la fin du millénaire.

Il y a partout une angoisse diffuse, mais réelle, de la perte du sol. Il faut retrouver sa terre, et le mot ici est très riche, car il signifie non seulement la terre de France, aujourd'hui menacée par de multiples dégradations, mais aussi la planète Terre, dont nous sommes les enfants et que nous devons sauvegarder dans sa diversité vivante et humaine.

Le ressourcement que nous suggérons combine le ressourcement français, le ressourcement européen et le ressourcement terrien.

Le ressourcement français n'est nullement synonyme de repliement nationaliste, ni de refus de l'Europe. Tout ce qui veut préserver une individualité, une singularité et une identité comporte un dispositif de protection immunologique. Mais il faut opposer la pathologie immunologique – qui rejette tout, y compris les vitamines et les sucs nourriciers venant de l'extérieur, et qui caractérise le nationalisme clos – à

la vertu immunologique, qui combine ouverture et fermeture, et qui est le patriotisme.

Pour éviter la refermeture nationaliste, il faudrait non plus promettre un progrès de plus en plus creux, mais assumer à la française le ressourcement identitaire. Sinon celui-ci s'opérera dans la fermeture et le désir d'intégration ira vers les intégrismes religieux, ethniques, nationalistes.

Il y a deux façons de retrouver la foi de la nation en elle-même. L'une est dans la fermeture nationaliste, l'autre dans le patriotisme et l'ouverture.

Le ressourcement français peut et doit être patriotique, républicain et européen. À la source de la France, il y a le processus multiséculaire de la francisation d'ethnies hétérogènes devenant provinces, jusqu'à ce que celles-ci se reconnaissent, le 14 juillet 1790, comme composantes volontaires de la « grande nation ». Le processus de francisation a continué à partir de la fin du siècle dernier par l'intégration de vagues successives d'immigrés. La continuation de l'intégration d'étrangers est un des aspects de la fidélité de la France à elle-même. Le ressourcement dans la République est le ressourcement dans le principe où l'identité française introduit quasi génétiquement en elle-même l'idée universaliste des droits de l'homme. Dans ce sens, le ressourcement français permet l'autoaffirmation

de la France dans sa singularité, et son principe universaliste ouvert permet une volonté d'autoaffirmation européenne, où l'Europe est une réponse vitale aux défis de l'ère planétaire, tout en formant un exemple universel d'association pour affronter la crise planétaire.

Le patriotisme français et l'europhisme ne doivent pas être opposés, mais liés. L'Europe métanationale doit être l'Europe des patries, de même que les patries métaprovinciales doivent sauvegarder l'identité de leurs régions.

Enfin, le ressourcement républicain aurait besoin de mettre en son centre, à la fois comme exigence éthique et exigence politique, le principe de solidarité, troisième terme de la trinité « Liberté, Égalité, Fraternité ».

En dépit et à cause des difficultés qu'elle rencontre, la France doit régénérer sa propre nature. La fin de l'exception française serait une dégradation. En revanche, en se ressourçant en elle-même, la France pourrait proposer à l'Europe le grand dessein d'une politique de civilisation qui, pour chaque peuple, favoriserait le ressourcement non plus fermé, ni agressif, mais ouvert et communicatif.

Il ne faut pas nous déshexagonaliser, mais toujours nous contextualiser et nous situer dans le global.

La politique de régénération

Solidariser, convivialiser, ressourcer, ces trois impératifs peuvent trouver une expression désormais territoriale et économique.

Territorialement, il s'agit de résister à la déshumanisation des villes et des campagnes.

Économiquement, l'écologie est déjà devenue vitale et rentable. La qualité de la vie doit à son tour devenir vitale et rentable. On peut maintenant essayer d'envisager des métiers et emplois pour réduire le désert mécanisé, le désert déconvivialisé, le désert rural. On peut maintenant envisager la transformation des agglomérations en cités, et la régénération des bourgs et villages.

N'oublions pas que les contre-tendances que nous avons citées précédemment (néo-archaïsme, néo-naturisme, néo-ruralisme) se sont progressivement prolongées et amplifiées. L'exode urbain commence à supplanter l'exode rural. Les jeunes générations écologisées, les sans-emploi commencent à ouvrir de petites